

CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

La "récession" persiste aux Etats-Unis

En face d'une situation économique aux Etats-Unis que les experts et la presse caractérisent comme **indécise**, les avis et pronostics concernant son évolution ultérieure continuent à diverger.

Les « pessimistes » (1) considèrent que le plafonnement de l'activité économique (sinon un nouveau recul) qu'on enregistre à la sortie de l'hiver ne présage guère un important **upturn** (remontée) prochain de la conjoncture. Ils soulignent les faits suivants :

La production de l'acier dans le premier trimestre de 1954 était de 23 % inférieure à celle du premier trimestre 1953.

L'activité industrielle plafonne depuis la fin de 1953 à un niveau inférieur à celui de l'an dernier de 12 % environ. Le chômage officiel a atteint en fin mars 3.725.000, le chiffre le plus élevé pour cette saison dans les quatre dernières années. Il y a eu en mars 54.000 chômeurs de plus que dans le mois précédent, bien qu'en cette période de l'année, il eut fallu plutôt enregistrer une diminution de l'ordre de 200.000. L'activité du bâtiment, en mars, fut de 10 % supérieure à celle de février, ce qui est simplement normal. Les stocks étaient évalués en fin février à 80,3 milliards de dollars, soit 193 millions de plus qu'en janvier et 2,6 milliards de plus qu'en février 1953. Les ventes continuent à baisser.

Les « optimistes » qui croient à un **upturn** vers août ou septembre prochain mettent en avant les arguments suivants :

Le chômage est moins important que lors de la « récession » de 1949-50. Les investissements des grandes sociétés industrielles s'élèveront cette année à 27.200 millions de dollars, soit à peine 4 % de moins que l'an dernier. L'optimisme des grands businessmen est mentionné comme le résultat et l'effet d'une proche amélioration de la conjoncture. L'activité du bâtiment reste très élevée. La flexibilité du système bancaire qui détient de grands capitaux liquides et peut toujours compter sur l'aide et les garanties de l'Etat, diminue considérablement le danger d'une banque-

route à la manière des années 30 au cas où une panique des déposants provoquerait un retrait précipité des capitaux. Selon certains, comme le Dr Slichter, de l'Université de Harvard, la production serait actuellement en retard de 3 milliards de dollars par rapport aux besoins de la consommation.

Dans ces conditions l'**upturn** escompté serait tout simplement, pour l'école des « optimistes » le résultat du processus économique normal (2). Cependant tous aimeraient que l'Etat intervienne quand même dès maintenant plus vigoureusement pour stimuler ce processus. « L'orthodoxie » en matière économique que certains attribuent au gouvernement les inquiète. Il ne s'agit pas, disent-ils, de « conservatisme », mais d'un pur « pari » très dangereux. Selon eux, le gouvernement devrait augmenter les dépenses de toutes sortes, diminuer davantage les impôts, ne pas craindre un déficit budgétaire.

Le gouvernement, tout en procédant du reste avec hésitation, ne suit guère, comme nous l'avons déjà noté (3), une politique « orthodoxe » intégrale. En mars et en avril, il a pris une série de mesures pour stimuler la production minière du pays, favoriser les investissements bancaires ainsi que les exportations. Le 26 mars, le président a ordonné un nouveau programme de stockage de 35 à 40 métaux, pour la plupart produits aux Etats-Unis. Il a justifié cette mesure à la fois par des raisons économiques immédiates et par des considérations sur la pénurie de métaux que provoquerait l'éclatement de la guerre atomique.

Cependant le moment approche où des décisions économiques plus importantes devront être prises par le gouvernement afin de ranimer la vie économique du pays et empêcher que la « récession » ne se transforme en crise véritable. Elles risquent d'être marquées surtout par un accroissement des dépenses militaires de toutes sortes.

En contraste avec la situation économique qui caractérise actuellement les Etats-Unis, l'activité fébrile enregistrée en avril à la

(1) Parmi lesquels à nouveau l'économiste australien Colvin Clark qui, dans son article du *Financial Times* (17 mars), insiste sur le danger d'une crise réelle prochaine.

(2) Voir entre autre l'article de *Fortune* (numéro d'avril 1954).

(3) *Quatrième Internationale* (janvier-mars 1954).